



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES  
Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE  
Tél : 04.42.56.64.86  
Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le **21 JAN. 2019**  
A  
**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Avis sur la note stratégique sur le périmètre du SAGE Durance	N° 07/19	10 janvier 2019

Fait à Istres le **21 JAN. 2019**

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

Sous-Préfecture d'Istres  
(Tampon-dateur de la Sous-Préfecture)

**21 JAN. 2019**  
**Courrier arrivé**



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 07/19**

**Objet de la délibération : Avis sur la note stratégique sur le périmètre du SAGE Durance**

L'an deux mille dix neuf  
et le dix janvier  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- **Membres à voix délibérative :**  
Mme Martine ARFI, M. Vincent BONFILLON, Mme Corine BOUYA, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Michel MILLE, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN, M. Yves WIGT
- **Pour les membres à voix consultative :** néant
- **Procurations :**  
De Monsieur André MANELLI à Mme Mireille HENRY  
De M. Henri PONS à M. Yves WIGT  
De Mme Marylène BONFILLON à M. Vincent BONFILLON

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 16 Procurations : 3 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 19
--

**Secrétaire de séance :** Mme Mireille HENRY

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

La nappe de la Crau bénéficie pour plus de 70% de sa recharge des surplus d'irrigation des prairies de foin arrosées grâce à un transfert d'eau depuis le bassin versant de la Durance. Outre la Crau, cette ressource Durancienne est en effet largement exportée (plus de 70%) puisque près de 80% du territoire régional en bénéficie (du Vaucluse aux Alpes Maritimes en passant par Aix en Provence et la frange littorale de Marseille à Toulon).



Les usages sont multiples : agriculture, eau potable, industries, tourisme ; et les enjeux sont stratégiques puisqu'une grande partie de l'économie régionale repose sur la disponibilité de cette ressource en eau. Pour autant, le changement climatique et la mise en concurrence des concessions hydroélectriques risquent de contraindre l'accès à la ressource.

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance, labélisé Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), a souhaité engager une démarche de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux<sup>1</sup> (SAGE). Dans ce cadre, une phase de concertation amont a été initiée avec l'ambition de construire un projet partagé pour le territoire capable de répondre au défi ci-dessus évoqué. A cet effet, a été créée une instance élargie rassemblant tous les acteurs du bassin versant et des bassins déversant : le Comité Plénier Durance ainsi que différentes commissions parmi lesquelles celle relative à la gouvernance en charge de traiter les questions de périmètres du SAGE et de représentation au sein de la future Commission Locale de l'Eau<sup>2</sup> (CLE). Le SYMCRAU a été associé à ces instances et la Crau y était également représentée par les associations Syndicales d'irrigation.

Une note stratégique relative à la définition du périmètre a été soumise pour avis à l'automne 2018 en prévision d'une prochaine Commission gouvernance en février visant à statuer sur le périmètre et une première ébauche de composition de la CLE. L'objet de la présente délibération est de formuler l'avis du SYMCRAU sur ces propositions.

### **Les questions soulevées dans cette note sont les suivantes :**

Pourquoi un SAGE sur la Durance ?

Quel périmètre ? A quelle échelle organise-t-on la gestion des problématiques de la Durance ? Classiquement, l'échelle retenue est souvent celle du bassin versant. Dans le cas présent, la 70% de la ressource de la Durance est exportée en dehors de son bassin versant. Ainsi, se pose la question de l'intégration ou non des bassins déversants ?

- Le système d'irrigation de basse Durance maîtrisé par la réserve agricole de Serre-Ponçon qui dessert en eau agricole le Vaucluse et les Bouches du Rhône, dont le partage est régi par la Commission exécutive de la Durance (CED). La recharge de la nappe de la Crau dépend de ce système.
- L'Etang de Berre et son équilibre écologique liés au régime de déversement du canal industriel depuis 1961, exutoire de la chaîne hydroélectrique Durance-Verdon.
- La métropole d'Aix-Marseille dont l'alimentation en eau potable dépend quasi exclusivement de la ressource Durance-Verdon
- L'est des Bouches du Rhône et une grande partie du Var alimenté par le Canal de Provence depuis le Verdon.

Le SAGE peut revêtir différents aspects :

- juridique : apport de règles locales
- politique : un lieu inclusif et multi acteur permettant de coordonner, de réguler les conflits et d'éclairer les décisions
- stratégique : le SAGE est un acteur portant la cause de l'eau sur un territoire pour corriger les asymétries de pouvoir

<sup>1</sup> Le SAGE est un outil de planification locale de l'eau. C'est un document qui fixe les objectifs généraux d'utilisation des ressources aquatiques, il vise à valoriser et protéger ces ressources et ces milieux, d'un point de vue quantitatif et qualitatif. C'est une démarche collective ascendante qui part du territoire pour concilier les différents usages de la ressource et des milieux aquatiques. Il a une portée juridique : il planifie, recommande mais aussi encadre en fixant des règles.

<sup>2</sup> La CLE est à la fois une instance de discussion et de concertation mais aussi de prise de décision et de pilotage du SAGE. Parlement local de l'eau, la CLE se compose des différentes parties prenantes : représentants des collectivités locales (50%), des services de l'Etat (25%) et des usagers (25%).



Le niveau où sera placé le curseur entre ces approches orientera le choix du périmètre.

Dans une perspective de baisse probable de la ressource, se pose la question de la solidarité entre les territoires (urbains/ruraux) et entre les usagers multiples (agricultures, villes, énergie, tourisme, milieux naturels) dont la ressource est maîtrisée ou pas.

Ceci appelle les questions suivantes :

Quelle composition de la future CLE : quelles représentations des territoires déversant dans la CLE ou quelles interactions avec la CLE ?

Quels sont les interactions à mettre en place avec les instances préexistantes (AGORA, CED, CLE Verdon et Calavon,...) ?

### **Propositions de l'EPTB Durance :**

Dans la note de synthèse soumise au présent avis, suite aux différentes réunions de la commission Gouvernance et notamment d'un atelier de concertation, il est proposé des orientations concernant le périmètre du SAGE et évoqué différents scénarios concernant la représentation des bassins déversant au sein de CLE :

Sur la question des attentes par rapport au SAGE :

- D'après la note, les participants ont constaté la présence de nombreuses règles existantes et n'attendent pas du SAGE la production de règle supplémentaire sur la Durance.
- Les participants ont également largement exprimé le besoin d'un lieu de coordination, de partage, de construction d'un projet
- Il est proposé d'aborder le SAGE avec une approche politique et stratégique dont le projet serait la solidarité entre les territoires (entre territoires dit « sécurisés » ou pas, entre bassin versant et déversant, entre usagers) et donc la volonté de mieux répartir la ressource. Sur le plan de la gouvernance, il est évoqué le besoin « d'assurer la représentation des territoires ruraux face aux grandes agglomérations du littoral » et « une représentation des territoires déficitaires ou non sécurisés »

### **Sur la question du périmètre :**

- La note relève une position contrastée des acteurs entre le scénario bassin versant et le scénario bassin versant + déversant
- Il est proposé, suite aux étapes de concertation suivantes, de s'orienter vers le scénario bassin versant pour les raisons suivantes, évoquées dans la note :
  - Rechercher une efficacité opérationnelle : avec un périmètre resserré au niveau du bassin versant et non déversant qui aurait représenté près de 80% de la Région ; ne pas faire de doublon avec les instances déjà existantes en particulier l'AGORA au niveau régional
  - Eviter de renforcer les asymétries de pouvoir : l'élargissement au bassin versant aurait pu rendre difficile la représentation des territoires ruraux et non sécurisés qui pèse peu économiquement et démographiquement face autres grandes agglomérations du littoral
  - Reconnaître la spécificité des enjeux locaux : le périmètre bassin versant permet une meilleure incarnation du territoire Durance d'un côté et des territoires du bassin déversant de l'autre qui peuvent ensuite dialoguer.
- La Haute-Durance serait incluse dans le SAGE

### **Sur l'articulation avec les SAGE existants et les modes d'association des acteurs du bassin déversant:**

- Il est proposé le principe de subsidiarité avec les SAGE existants
- La notion d'inter-SAGE est écartée pour éviter un échelon supplémentaire



- Des questions sont posées sur :
  - La représentation de la Métropole au sein de la CLE : dans le collège des collectivités, puisque riveraine de la Durance et à travers la société du Canal de Marseille dans le collège des usagers ?
  - Quelle représentation pour les territoires desservis par le canal de Provence sachant que la SCP sera membre de la CLE
  - « Sur la Crau : le SYMCRAU est gestionnaire d'un territoire intimement lié à la Durance : fait-il imaginer une représentation croisée, notamment dans l'hypothèse de la mise en place d'un SAGE sur la Crau ?
  - Idem avec l'Etang de Berre
  - « La CED sera membre de la CLE : quelle place donner aux ASA et autres structures de gestion des canaux ? quel lien avec les contrats de canaux ?

### **Avis du SYMCRAU :**

Pour des raisons de pragmatisme et d'efficacité, la réalisation d'un SAGE qui s'étendrait sur 80% de la Région PACA et 6 départements semble difficilement envisageable. Un tel scénario nécessiterait de trouver un équilibre entre prise en compte des spécificités locales entre des territoires aux antipodes et homogénéisation nécessaire à la rédaction d'un règlement commun. Un SAGE dimensionné à une si grande échelle aboutira nécessairement à un lissage des enjeux des territoires dont on peut s'interroger sur l'efficacité réelle sur le terrain.

Concrètement sur la Crau certains enjeux mériteraient d'être traités dans un SAGE : Comment préserver les surfaces agricoles en prairies qui constituent les zones de recharge de la nappe ? Comment mieux partager le coût du transfert d'eau entre tous les bénéficiaires et ainsi pérenniser le système. Comment préserver la qualité des eaux dans les zones de sauvegarde pour l'eau potable dans un contexte de nappe de sub-surface et alimentée artificiellement ?... Autant de questions stratégiques pour la Crau mais très local à l'échelle régionale et dont un SAGE Durance risque de ne pas répondre s'il était élargi au bassin déversant.

### **Le SYMCRAU est donc favorable à ce que le SAGE de la Durance soit dimensionné à l'échelle du bassin versant de la rivière.**

La Crau est dépendante du transfert d'eau depuis la Durance pour des usages agricoles officiellement reconnus à travers les droits d'eau des canaux d'irrigation mais aussi pour des près de 100 millions de m<sup>3</sup> prélevés dans la nappe pour l'usage eau potable (15 villes et 300 000 habitants), agricole (arboriculture principalement) et industrielle (ZIP de Fos notamment). L'alimentation en eau potable du territoire de la Crau est donc comparable à celui de Marseille par exemple. Toutefois, une exception fondamentale doit être relevée : l'usage d'eau potable du Canal de Marseille revêt un caractère réglementaire alors que les usages de la nappe de la Crau, mis en place de manière opportuniste, ne bénéficie d'aucune reconnaissance réglementaire dans le partage de l'eau Durancien au-delà de l'usage agricole dont bénéficient les canaux. Si bien qu'aujourd'hui pour les collectivités et autres usagers de la nappe, il n'existe aucun lieu de concertation en dehors du SAGE Durance pour traiter la question du partage de l'eau de la Durance puisque la CED rassemble uniquement les structures hydrauliques bénéficiant d'une prise d'eau sur la Basse Durance.

Ce faisant, le SYMCRAU, réaffirme la volonté partagée par l'ensemble des acteurs de disposer d'un lieu d'échanges et de débats autour de la gestion quantitative de la ressource Durance-Verdon. Au regard du projet politique annoncé, la solidarité entre les territoires, la CLE doit garantir au sein du collège des usagers la représentation de l'ensemble des territoires déversants. Ainsi bien que non riveraine de la Durance, il semble légitime que les usagers de la nappe qui sont par extension usagers de la Durance, puissent siéger au sein de la CLE dans le collège des usagers en parallèle des représentants de l'usage agricole des canaux de Basse Durance. Le SYMCRAU, rassemblant les collectivités utilisatrices de la nappe et en qualité de gestionnaire de cet aquifère, peut légitimement assurer la représentation de ces collectivités.



La représentation croisée au sein de la future CLE Durance et de la CLE du SAGE Crau en émergence est vivement souhaitée pour garantir une gestion coordonnée.

### Le Comité :

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**APPROUVE** la proposition de périmètre formulée dans la note stratégique du 17 septembre 2018 autour du bassin versant de la Durance,

**PREND** acte du projet politique fondé sur la solidarité des territoires,

**REAFFIRME** la volonté de voir créer une CLE du SAGE Durance permettant à l'ensemble des territoires déversants de prendre part au débat, notamment dans la perspective de l'ambition politique ci-dessus évoquée,

**DEMANDE** que le SYMCRAU siège au sein de la future CLE dans le collège des usagers pour représenter les usagers de la nappe de Crau et les milieux humides associés en complément de la représentation des canaux de basse Durance au sein de la CLE.

**AUTORISE** la Présidente à signer les pièces nécessaires.

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.